

CONFÉDÉRATION PARLEMENTAIRE DES AMÉRIQUES

XIII^e Assemblée générale de la Confédération parlementaire des Amériques et XII^e réunion du Réseau des femmes parlementaires des Amériques

5 novembre 2014

Asunción, Paraguay

RÉSOLUTION VISANT À DEMANDER AU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, L'HONORABLE BARACK OBAMA, LA GRÂCE ET LA LIBÉRATION DU PRISONNIER POLITIQUE PORTORICAIN OSCAR LÓPEZ RIVERA

Présentée par les sénateurs portoricains Antonio J. Fas Alzamora et Àngel Rodríguez Otero

PRENANT EN CONSIDÉRATION qu'Oscar López Rivera, fervent partisan et défenseur de l'indépendance de Porto Rico, est détenu depuis plus de 33 ans aux États-Unis, et que durant les dernières années des voix de plus en plus nombreuses se sont élevées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de Porto Rico afin de réclamer la libération de ce prisonnier politique aujourd'hui âgé de 71 ans;

TENANT COMPTE que López Rivera a été appréhendé le 29 mai 1981 sur le fondement d'accusations d'association subversive, dont il a par la suite été reconnu coupable. Ces accusations ont été portées contre López Rivera à la suite d'allégations de conspiration pour renverser le gouvernement des États-Unis d'Amérique en raison de ses liens avec les Forces armées de libération nationale (FALN, selon le sigle espagnol), une organisation sise à Chicago ayant pour but de réaliser l'indépendance de Porto Rico;

ÉTANT DONNÉ que López Rivera n'a jamais été accusé d'un crime violent ni d'avoir causé un tort à qui que ce soit et que, malgré cela, il a été condamné à une peine d'emprisonnement de 55 ans, qui a par la suite été augmentée de 15 années en raison d'une tentative d'évasion alléguée;

PRENANT EN CONSIDÉRATION que López Rivera est le plus ancien prisonnier politique incarcéré et qu'il a passé 12 de ses 33 années d'emprisonnement en isolement complet;

TENANT COMPTE que l'ancien président des États-Unis Bill Clinton a gracié en 1999 onze de ses coaccusés dans cette affaire après presque deux décennies d'incarcération. Oscar López Rivera a refusé d'être libéré à cette occasion en solidarité avec ses compagnons Carlos Alberto Torres et Haydeé Beltrán, qui n'avaient pas été graciés, mais qui ont été remis en liberté depuis;

ÉTANT DONNÉ que ce Portoricain, qui purge actuellement sa peine dans la prison fédérale de Terre Haute en Indiana, aux États-Unis, devrait demeurer emprisonné neuf autres années avant d'être admissible à une libération conditionnelle. Il serait alors âgé de 80 ans;

PRENANT EN CONSIDÉRATION qu'Oscar López a indiscutablement purgé une peine plus que suffisante, particulièrement si l'on tient compte qu'il a été condamné au titre de la législation controversée sur la sédition;

TENANT COMPTE que la libération d'Oscar López est une question de justice et de droits de la personne, puisqu'il a été privé de la liberté pendant trop de temps et qu'il ne mérite pas d'être emprisonné injustement pour un seul jour de plus;

PRENANT EN CONSIDÉRATION que si les États-Unis d'Amérique ont traditionnellement compté parmi les défenseurs des droits de la personne à travers le monde, ils doivent donner l'exemple et libérer Oscar López Rivera;

SACHANT qu'Antonio J. Fas Alzamora, le sénateur portoricain présentant la plus longue trajectoire au sein de l'Assemblée législative de Porto Rico (38 ans) et qui est aussi membre de la COPA depuis sa mise sur pied, a adressé une lettre au président des États-Unis d'Amérique, L'Honorable Barack Obama, pour demander la libération de son compatriote, qui par son esprit de lutte, sa détermination et sa foi inébranlable en ses principes constitue un exemple pour tous les Portoricains;

SACHANT que le sénateur Fas Alzamora, ancien président du Sénat de Porto Rico, a également fait parvenir une lettre au pape Francisco pour solliciter son intervention dans cette affaire à l'occasion d'une rencontre qu'il a tenu avec L'Honorable président Obama en mars de la présente année;

ÉTANT DONNÉ que la libération de ce Portoricain serait considérée comme un engagement authentique et moral envers la liberté, qui est désirée par tous ceux qui sont victimes de persécution en raison de leurs croyances politiques ou religieuses;

PRENANT EN CONSIDÉRATION que si nous, les personnes éprises de liberté et les défenseurs des droits de la personne, avons salué les réalisations et les sacrifices de Nelson Mandela, qui est demeuré emprisonné moins longtemps qu'Oscar López Rivera, nous nous devons aussi de réclamer aujourd'hui la libération immédiate de ce dernier;

TENANT COMPTE que les différences idéologiques, sociales et religieuses observables à Porto Rico n'ont pas empêché des gens de tous les secteurs d'exiger la remise en liberté d'Oscar López Rivera, et que le peuple portoricain et ses dirigeants n'ont eu de cesse de réitérer leur désir de le voir libérer;

ÉTANT DONNÉ que plusieurs récipiendaires du prix Nobel de la paix ont témoigné leur appui à cette demande, notamment : Rigoberta Menchú, Adolfo Pérez Esquivel et l'évêque sud-africain Desmond Tutu, de même que le Comité de décolonisation des Nations Unies par l'intermédiaire de résolutions qui ont été présentées à cet effet;

PRENANT EN CONSIDÉRATION que le gouverneur de l'État libre de Porto Rico, Alejandro García Padilla, et son Assemblée législative ont témoigné leur appui à la libération d'Oscar López Rivera;

TENANT COMPTE que tous les partis politiques de Porto Rico et leur président respectif soutiennent également sa remise en liberté;

ÉTANT DONNÉ que l'association du barreau de Porto Rico et des institutions citoyennes, culturelles et de défense des droits de la personne ont manifesté leur appui à la demande de grâce d'Oscar López Rivera;

PRENANT EN CONSIDÉRATION que les parlementaires jouent un rôle important pour la défense de la justice et des droits de la personne;

TENANT COMPTE que la Confédération parlementaire des Amériques (COPA), par l'intermédiaire de son Assemblée générale, reconnaît qu'il est essentiel de défendre la justice et les droits des citoyens;

PAR CONSÉQUENT, il est résolu de demander au président des États-Unis d'Amérique, L'Honorable Barack Obama, de gracier et de libérer immédiatement le prisonnier politique portoricain Oscar López Rivera.

PAR CONSÉQUENT, la Confédération parlementaire des Amériques (COPA) enverra une copie de cette résolution à L'Honorable Barack Obama, présidente des États-Unis d'Amérique et à tous les médias nationaux et internationaux afin d'en assurer une vaste diffusion.